



Durabilité de l'accès à une alimentation de qualité ? Enseignements d'un projet mené dans le champ de l'aide alimentaire

Conclusion du Portfolio Solenprim

Le projet Solenprim avait pour ambition d'améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour les personnes les plus précaires de la Région de Bruxelles-Capitale. Trois paris ont été faits, sous-tendus respectivement par trois hypothèses. Le premier était d'initier d'autres façons de faire au sein même du secteur de l'aide alimentaire, avec l'hypothèse que ce dernier pouvait jouer un rôle clé dans une nouvelle approche de la sécurité alimentaire. Le deuxième était d'associer les bénéficiaires de l'aide alimentaire à la réflexion et au montage des initiatives alternatives locales, avec l'hypothèse que cette implication des principaux concernés permettrait de mieux cerner la complexité des situations d'insécurité alimentaire rencontrées et de construire des réponses plus adaptées. Le dernier, enfin, était de greffer ce projet à une recherche portée collectivement, avec l'hypothèse que cela permettrait une réflexivité continue du projet, mais surtout, d'extraire, de rendre visible et de valoriser les résultats qu'un tel processus a permis de générer.

Cette dernière ambition s'est notamment traduite dans le choix de réaliser un « portfolio » pour

rapport final. Avec la possibilité de compiler différents formats – des analyses, des fiches-outils, des retours d'expérience, des synthèses, un documentaire sonore et une expo photo – c'est à des publics différents et à des fins différentes que les résultats de Solenprim peuvent être adressés.

En guise de conclusion de ce rapport, nous reviendrons dans une première partie sur ce que la mobilisation d'une méthodologie de projet en co-création peut apporter. La seconde partie reviendra sur les enseignements tirés des expérimentations locales et des processus qui les ont fait aboutir. La partie suivante abordera les résultats que Solenprim a permis de produire quant à l'enjeu de la sécurité alimentaire lorsqu'il est mis au travail au sein du secteur de l'aide alimentaire. Faire de l'aide alimentaire « autrement », qu'est-ce que ça permet ? Qu'est-ce que ça occulte ? Comment l'enjeu de la sécurité alimentaire est-il éclairé lorsqu'il est mis au travail avec les personnes précarisées ? En guise d'ouverture, enfin, nous exposerons les perspectives qui se dessinent, à la fois sur le terrain de l'action en matière alimentaire et dans le monde de la recherche.



1 UNE RECHERCHE EN CO-CRÉATION

Formuler collectivement une définition élargie de ce que « bien se nourrir » veut dire ; croiser les expertises afin d'identifier les freins qui empêchent d'y accéder ; rêver des horizons alternatifs à l'aide alimentaire classique pour concrétiser l'accès à l'alimentation pour tous ; penser et concrétiser un projet qui se veut alternatif au sein des structures actuelles d'aide alimentaire ; et, en filigrane de tout cela, y greffer une recherche collaborative pour produire des enseignements ; voilà des ingrédients peu usuels pour l'ensemble des acteurs qui ont collaboré à Solenprim. Pour les personnes qui fréquentent les organismes d'aide alimentaire, c'est prendre un rôle et donner de son temps, là où ils sont généralement usagers/bénéficiaires d'un service d'aide. Pour les travailleurs sociaux, c'est s'interroger sur la posture à adopter quand on part du postulat qu'on n'est pas le seul à devoir savoir ce qui est bon pour l'autre. Pour les responsables hiérarchiques des organismes d'aide alimentaire, c'est accepter de donner une part de pouvoir à leurs publics dans la définition de ce qui importe et s'interroger sur les conditions qui permettent de voir d'autres dispositifs prendre place dans leurs organisations. Pour les acteurs de seconde ligne, tels que ceux chargés d'organiser une concertation au sein du secteur de l'aide alimentaire, c'est observer comment les acteurs de première ligne s'emparent de la possibilité de faire du travail social et de l'aide alimentaire autrement, apporter un soutien méthodologique et penser comment rendre visible



ces nouvelles façons de faire dans le secteur. Pour les sociologues chargés de recherche dans le projet, c'est interroger la pratique sociologique dans ses dimensions méthodologiques et épistémologiques.

En somme, des pas de côté ont été effectués par toutes et tous en faisant l'hypothèse qu'ils permettraient d'engager une voie nouvelle, plus pertinente, pour une transition alimentaire durable inclusive en Région bruxelloise. L'hypothèse, plus précisément, que les acteurs du champ de l'aide alimentaire peuvent jouer un rôle dans cette transition. L'hypothèse que, s'il n'est pas envisageable que l'aide alimentaire telle qu'elle se pratique aujourd'hui disparaisse tant elle répond à une demande, elle gagnerait à développer d'autres formes de dispositifs qui engageraient d'autres façons de travailler avec ses bénéficiaires.

C'est le récit d'une autre anthropologie¹ que le projet Solenprim a ainsi tenté de raconter et de concrétiser. Une anthropologie dans laquelle les participants ont une place à prendre, sont considérés capables de lire les déterminants sociaux de leur situation et ont des expertises à partager, si tant est que les dispositifs que l'on met en place permettent leur expression. C'est bien une attention spécifique sur ces dispositifs – plus qu'une focalisation sur une supposée (in-)capacité individuelle à participer – que les acteurs du projet ont essayé de cultiver.

Ceci posé, on peut alors observer ce que ces dispositifs ont fait faire aux participants, aux travailleurs sociaux et aux institutions porteuses des projets locaux². Et c'est là qu'il faut apporter des nuances quant à l'étendue du « succès » de l'approche participative et à son potentiel émancipateur sur un enjeu aussi important que la sécurité alimentaire. Au sein des organismes d'aide alimentaire, cette recherche en co-création soulève les questions classiques de relations de pouvoir, de distribution des responsabilités, ou d'éthique de l'intervention sociale. En effet, ce n'est pas parce qu'on procède selon un paradigme de la relation d'aide différent, que ces enjeux, et les difficultés qui y sont liées, disparaissent. Ils se posent seulement différemment.

La façon de mener une recherche en sociologie se fait aussi différemment. Des débats épistémologiques classiques sur la façon de considérer les acteurs et leur parole, sur le statut des données empiriques produites, ou sur la place que prennent les chercheurs au sein de l'enquête y sont éclairés à partir de nouveaux référentiels. Le traitement des savoirs différents, ainsi que la traduction d'une pluralité de voix au sein d'un tel collectif qui se veut être en « co-recherche » y ont notamment été questionnés³.

Avec ces enseignements en toile de fond, le collectif Solenprim a pris note des potentialités mais aussi des limites liées à la place et au rôle que les acteurs de l'aide alimentaire peuvent aujourd'hui prendre et jouer pour favoriser un accès plus durable à l'alimentation pour des personnes en insécurité alimentaire. Prenant acte de leur rôle actuel, il apparaît que l'ouverture à d'autres façons de faire, le soin à mettre dans le développement de dispositifs qui donnent la possibilité à des bénéficiaires de prendre part aux débats sur les enjeux de la sécurité alimentaire et de proposer des projets qu'ils estiment utiles pour eux et pour d'autres, sont des pistes à privilégier. Multiplier les paradigmes d'intervention, en somme.

1 Le terme « anthropologie » est utilisé ici pour désigner la définition de ce qui caractérise et constitue le sujet humain, et qui est spécifique d'une société en particulier. « L'homme ne vit pas en société, mais dans une *société particulière* qui forme un tout concret et signifiant au sein duquel il se socialise en même temps qu'il se personnalise » (Ehrenberg, 2010, p.22).

2 Ces enjeux ont été traités dans ce portfolio au travers l'analyse « S'adapter à de nouvelles modalités d'action – quels enjeux pour les organismes d'aide alimentaire ? » et la fiche-outil « Dynamique de groupe et gouvernance d'un projet participatif ».

3 Cf. l'analyse « Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – réflexion sur les formats de restitution ».



Toutefois, la lutte pour un accès plus durable à une alimentation de qualité pour tous et particulièrement pour les personnes qui en sont les plus éloignées, est une mission qu'il est impensable de faire peser sur cet unique secteur. Elle doit être couplée à la fois à une politique ambitieuse de lutte contre la pauvreté et à une offre alimentaire de qualité à bas prix.

2 LES ENSEIGNEMENTS CONCRETS DES EXPÉRIMENTATIONS LOCALES

Un groupe d'achat en commun, une grainothèque, un service de prêt d'ustensiles de cuisine et de jardinage, des ateliers cuisine... Toute tentative d'appréciation de l'impact d'un projet nécessite de définir au préalable « ce qui compte » et « pour qui ». Un tel travail a été réalisé pendant la phase de diagnostic (par exemple lorsqu'une définition du « bien se nourrir » a été co-construite), mais aussi pendant les différentes séances d'évaluation⁴ organisées dans le but de permettre aux chercheurs de se demander dans quelle mesure ces différents projets avaient effectivement favorisé un accès plus durable à une alimentation de qualité.

La démarche a fait émerger plusieurs observations qui permettent de vérifier les hypothèses formulées ci-avant, mais, surtout, de les nuancer.

On peut souligner que les projets expérimentés ne représentent pas tant des alternatives aux formes classiques d'aide alimentaire (distributions de colis, restaurants sociaux, épiceries sociales) que des démarches complémentaires à l'offre existante. C'est en tant que tels qu'ils contribuent à agir positivement sur l'enjeu de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de pauvreté ou de précarité.

On voit dès lors que, malgré une certaine dépendance de sentier quant aux façons de mettre en œuvre l'aide alimentaire, les organismes du secteur peuvent s'écarter de leurs habitudes. Ils ont ainsi fourni, dans la mesure du possible et en fonction de leurs moyens et de leurs cultures organisationnelles, des ressources logistiques, matérielles, financières et humaines pour accompagner des dispositifs plus participatifs et des initiatives qui offrent des réponses à certaines dimensions du « bien se nourrir » mises à mal en situation de précarité. Le projet Solenprim a aussi montré que, en contrepartie, les cadres institutionnels peuvent également limiter le pouvoir de décision des groupes contraints de respecter certaines règles.

La pertinence d'impliquer des bénéficiaires de l'aide alimentaire pour penser et construire des réponses plus durables aux difficultés liées au « bien se nourrir » peut être confirmée, mais elle doit toutefois être nuancée en deux aspects :

D'une part, quant aux marges de manœuvre possibles : Les processus participatifs mis en place se confrontent à l'organisation – souvent verticale – des institutions et des associations. Dès lors les projets proposés par les bénéficiaires ont peu de chance de se voir réalisés s'ils ne

⁴ En fin de projet, l'évaluation des dispositifs locaux à l'aune des questionnements du projet a été faite selon un dispositif précis : des séances locales dans chacun des terrains d'expérimentation ont été animées sur base d'un feedback des sociologues de la cellule recherche à propos de leurs observations. Une journée de regards croisés a ensuite été organisée, à laquelle des participants de chaque projet local, ainsi que des travailleurs sociaux impliqués, des acteurs de la concertation aide alimentaire et des sociologues de la cellule recherche de la FdSS, ont participé. Enfin, une mise au vert de 2 journées avec les membres du comité solenprim a été organisée afin de mettre à plat les différents enseignements du projet sur les 3 ans.



cadrent pas avec les limites précisées par les institutions et associations. D'autant plus si les accompagnateurs représentant les organisations ne disposent pas de la possibilité de prendre des décisions et doivent se référer à leur hiérarchie avant de revenir vers le groupe de co-création.

D'autre part, quant à la portée des retombées des dispositifs en tant que telle sur l'enjeu de la sécurité alimentaire : En évaluant les projets au regard des 6 dimensions du « bien se nourrir » co-construites durant la phase de diagnostic du projet, on constate que l'intérêt pour l'axe « corps et normes de santé » était présent en toile de fond de chaque initiative mais sans être ciblé de façon prioritaire ; que les dimensions « partage, échange, relation » et « ressources » sont au centre de toutes les initiatives locales développées ; que celle relative au « contenu de l'assiette » est plus particulièrement traitée dans les ateliers cuisine, qui représentent par ailleurs un contexte également favorable à des formes d'échanges « interculturels » ; que le projet de grainothèque et le service de prêts ont approfondi la dimension « politique » du « bien se nourrir », au travers de questionnements concernant les communs, le fonctionnement du système alimentaire ou encore les tendances actuelles à la surconsommation.

S'il est trop tôt pour évaluer l'impact des dispositifs mis en place sur le quotidien des personnes qui vont bénéficier des services développés, les effets de l'implication dans ces processus de co-création peuvent, en revanche, être mis en évidence : nouveaux réseaux de sociabilité, sentiment qu'il est possible d'agir collectivement, renforcement de la confiance en soi, développement de nouvelles compétences, reconnaissance des savoirs de chacun, etc. L'analyse montre aussi

que les répercussions des projets ne sont pas uniquement positives, notamment lorsque surviennent des conflits au sein du groupe.

Les analyses collectives ont ainsi mis en évidence que, si la participation peut être une approche intéressante en matière de mise en capacité d'agir sur sa situation en tant que citoyen confronté à l'insécurité alimentaire, cette participation ne va pas de soi. Les motivations à participer se situent du côté du sentiment d'utilité, du souhait de s'inscrire dans des logiques de solidarité et d'entraide⁵ ; du besoin de se retrouver dans des moments de convivialité ; de l'envie d'apprendre ; de la nécessité d'être dans l'action (non uniquement dans la discussion) et de pouvoir constater des changements concrets. A l'inverse, le manque de temps et le constat d'une certaine lenteur des processus de co-construction représentent des freins potentiels à la participation. Mais « ne pas participer » peut se justifier pour d'autres raisons (difficultés personnelles, horaire de travail, etc.). Plus généralement, le développement d'un projet, nécessite du temps. Une temporalité que ne partagent pas, ou difficilement, les personnes fréquentant les organisations d'aide alimentaire. En effet, souvent, l'aide alimentaire est temporaire, limitée dans le temps ; certaines personnes n'y recourent que sporadiquement... il est donc difficile de maintenir un groupe stable de personnes pour co-créer des projets. Le fait que les groupes se renouvellent nécessite de consacrer du temps à réexpliquer les contextes et l'appropriation des résultats du diagnostic. La pérennité des dispositifs passe sans doute par le fait d'accepter un investissement inégal, parfois irrégulier, des participants.

⁵ Notons toutefois que cette solidarité n'est pas spontanée du seul fait de partager le même statut de bénéficiaire de l'aide alimentaire. Les groupes invités à participer dans les projets mis en place ne sont pas homogènes en trajectoires, situations, origines, etc. Par ailleurs, des logiques de différenciation sont à l'œuvre. Comme le mentionnait un travailleur social : « Le pied d'égalité n'est certainement pas présent au départ. C'est au projet de pouvoir créer les conditions pour qu'une telle dynamique puisse se déployer ».



Le rôle des « artisans de la participation » (Carrel, 2013) au sein des organismes qui ont porté les expérimentations locales est donc central. Selon les contextes et les périodes, les animateurs/ accompagnateurs sont susceptibles d'assumer des fonctions variables, parmi lesquels : soutenir le groupe dans ses démarches ; l'accompagner dans ses prises de décision ; rappeler le cadre dans lequel le projet se situe ; assurer une médiation entre le groupe et l'institution, etc. Toutefois, si la réussite des dispositifs dépend du soutien de l'organisme hôte et/ou d'un travailleur social, l'organisation du groupe et la clarification de ses modalités de gouvernance sont des enjeux essentiels pour garantir la pérennité du projet.

Enfin, le projet a aussi permis de mettre en exergue que les rapprochements entre aide alimentaire et alimentation durable n'ont pas été féconds. Plusieurs dispositifs développés dans le monde de l'alimentation durable ont été étudiés (et leurs acteurs rencontrés), mais les groupes qui se sont constitués au sein des organismes d'aide alimentaire partenaires ont exprimé le souhait de développer leurs projets propres. Ces réserves formulées par les personnes en situation d'insécurité alimentaire doivent être prises au sérieux et invitent à réfléchir à la nature située des référentiels de l'action qui guident les initiatives et politiques actuelles en matière d'alimentation durable, visant pourtant, théoriquement, l'inclusion de tous. C'est notamment l'objet du point suivant.

3 UN AUTRE REGARD SUR L'ENJEU DE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION ?

« La plupart du temps, le sociologue aborde des secteurs de l'expérience qui lui sont parfaitement familiers ainsi qu'à la plupart de ses compatriotes et contemporains. Il étudie des groupes, des institutions et des activités dont les journaux parlent tous les jours. Mais ses investigations comportent un autre type de passion de la découverte. Ce n'est pas l'émoi de la découverte d'une réalité totalement inconnue, mais celui de voir une réalité familière changer de signification à nos yeux. La séduction de la sociologie lui vient de ce qu'elle nous fait voir sous un autre jour le monde de la vie quotidienne dans lequel nous vivons tous. » (P. Berger, 1973 : 30)

Solenprim a également permis d'apporter un éclairage nouveau sur la question de l'alimentation des pauvres⁶ et la nécessité d'inclure la pluralité des facteurs qui interviennent dans les difficultés liées à l'acte alimentaire. Il a aussi montré quelques limites du modèle de l'alimentation durable – tel qu'il est actuellement mis en pratique – pour prendre à bras-le-corps l'enjeu de l'accès de tous à une alimentation de qualité.

Pour mieux comprendre où se situe la plus-value de Solenprim sur ces questions, il est intéressant de mentionner le débat classique en sociologie des cultures populaires, proposé par Grignon et Passeron dans leur ouvrage de référence « Le savant et le populaire » (1989). Cela peut apporter un éclairage intéressant sur l'embarras que génère l'enjeu des solutions politiques à proposer en matière d'accès des personnes précarisées à une alimentation de qualité.

⁶ D'autres projets et recherches s'inscrivent également dans cette visée compréhensive de l'acte alimentaire des personnes en situation de précarité. Ces travaux ont été inclus dans nos analyses.



Ce débat concerne l'approche à privilégier lorsque l'on veut rendre compte des modes de vie et des pratiques quotidiennes des « classes populaires »⁷. Deux écueils classiques existent en effet dans la description de ces cultures. L'écueil populiste consiste à glorifier ou à valoriser les manières d'être et de faire des classes populaires en négligeant leur position sociale défavorisée ou dominée. On considère alors la culture de ces groupes sociaux comme un univers significatif autonome, indépendamment de son inscription plus globale dans des rapports sociaux de force. Le deuxième écueil, que l'on nomme « misérabiliste », consiste, à l'inverse, à ne les envisager qu'en référence à la culture dominante, et donc en termes de manques et de privations. La culture des pauvres ne serait alors qu'une pauvre culture. Dans ce cas, la culture populaire n'est interprétée qu'à l'aune de critères et principes propres à la culture dominante.

Sur l'enjeu de la sécurité alimentaire, on a montré que le « contexte normatif autour de l'alimentation » (pour reprendre le titre l'une de nos analyses) tend à cadrer les débats autour de l'acte alimentaire à partir de valeurs socialement construites liées à la santé et à la responsabilité politique individuelle. S'appuyant sur la littérature produite par des organismes tels qu'ATD ¼ monde concernant les pratiques alimentaires des pauvres, et prenant le soin d'analyser les réticences et les engouements des participants de Solenprim vis-à-vis de certaines initiatives alternatives existantes en matière d'alimentation durable (notamment lors des visites inspirantes), la recherche a permis de mettre en avant les principes au nom desquels ces personnes raisonnent et de les analyser sans cantonner les interprétations aux seuls référentiels du manger sain ou du manger responsable. Des facteurs comme les ressources financières, les cultures et les habitudes alimentaires, mais aussi la honte face au stigmate de pauvreté, sont autant de paramètres dont il faut tenir compte dans la lutte pour un accès plus durable à l'alimentation de qualité.

Toutefois, il ne s'agit pas de remplacer un dogmatisme par un autre, ce qui reviendrait à retomber dans l'écueil populiste décrit ci-avant. Affirmer par exemple que les personnes en situation de pauvreté possèdent des connaissances concernant les différents enjeux (sanitaires, politiques, environnementaux...) liés à l'acte alimentaire, souligner qu'elles ont de bonnes raisons d'opérer certains choix de consommation et montrer comment ces raisons sont opératoires dans leurs actions quotidiennes ne doit pas faire oublier qu'au final, ils bénéficient de conditions moins favorables à l'accès à une alimentation saine et de qualité. Ne pas oublier que ce sont ces conditions aussi qu'il faut mettre au travail dans les politiques sociales.

La démarche privilégiée dans le projet Solenprim – menée à tâtons et faite d'ajustements – a permis de mettre en exergue que les réponses et dispositifs à mettre en place en Région bruxelloise en matière d'alimentation durable pour tous doivent se développer dans une attention spécifique à la *pluralité* des situations de vie et à la *complexité* de l'acte alimentaire.

On peut ainsi proposer des réponses spécifiques à certains groupes cibles qui vivent des situations similaires sur le plan d'une ou plusieurs dimensions du « bien se nourrir » (le manque de ressources,

⁷ L'idée de « classe populaire » désigne des groupes de personnes qui ne sont pas nécessairement précarisées. Classiquement, la notion renvoie à l'idée du peuple, aux employés et ouvriers qui constituent la majorité d'une population. Sans rentrer dans les débats critiques à propos de la notion, ni à propos de celle de « classe sociale », nous la mobilisons ici comme notion contraste avec les cultures d'une élite socio-économique et culturelle.



la solitude alimentaire, ou certaines spécificités sur le plan de la santé qui nécessitent des régimes alimentaires particuliers, par exemple), mais cela ne doit pas conduire à négliger le fait que les solutions doivent aussi s'inscrire dans une pluralité de niveaux ou d'échelles d'intervention. Comme annoncé précédemment, on ne peut réduire la consommation alimentaire à une affaire d'engagement citoyen, ni la sécurité alimentaire à une affaire de mission des acteurs de l'aide alimentaire : garantir le droit à une alimentation de qualité pour tous dans un système juste et durable ne peut se faire qu'en agissant aussi à l'échelle du marché agro-alimentaire et des politiques de lutte contre la pauvreté.

4 PERSPECTIVES

Les actions mises en place avec le projet Solenprim peuvent être considérées comme autant de graines semées dans un secteur qui peine aujourd'hui à jouer le rôle pour lequel il avait été créé. Les organismes d'aide alimentaire en Belgique, et à Bruxelles plus particulièrement, croulent sous les demandes qui augmentent d'années en années. La résilience du secteur de l'aide alimentaire ne pourra se faire qu'à la condition de poursuivre la recherche d'autres façons de faire, comme celles initiées dans le cadre de cette recherche-action.

Les expérimentations locales ne se terminent donc pas avec la clôture de Solenprim. Des pistes d'action sont déjà imaginées pour poursuivre les projets au sein des organismes partenaires et en développer d'autres sur l'enjeu alimentaire ou sur des enjeux connexes. Un travail qui pourra se faire avec les personnes déjà impliquées ou avec des nouveaux ou nouvelles venu.e.s. « *On pourrait imaginer des ponts entre les projets. Il y a un potager à Berchem, on pourrait y planter les graines du CPAS d'Ixelles, et utiliser les légumes qui y poussent pour les ateliers cuisine...* » (Coordinateur, animateur des ateliers cuisine à La Porte verte, *Mise au vert Solenprim*, 23/11/18).

Certains CPAS d'autres territoires - en Wallonie notamment - étant désireux de répliquer les projets innovants mis en place avec Solenprim, un partage d'expérience entre CPAS est d'ores et déjà engagé. Les outils produits ainsi que les points d'attention formulés par les intervenants des différentes expérimentations locales viennent alors nourrir et faciliter la mise en place de projets innovants dans d'autres organismes du secteur de l'aide alimentaire.

Avec Solenprim, c'est aussi la piste du travail communautaire⁸ qui a fait son chemin au sein d'un secteur peu habitué à cette méthode d'intervention sociale. Elle est non seulement reconnue pour son potentiel émancipateur car elle permet de se saisir d'une problématique à partir des vécus et des expériences des principaux concernés. Elle a également pour avantage de décroiser les différentes sphères d'intervention du travail social, tel que le logement, la santé ou encore l'alimentation. Des collaborations peuvent ainsi émerger entre des associations présentes sur un même territoire.

L'approche communautaire permet par ailleurs d'ouvrir du débat citoyen autour de thèmes dont les personnes participantes ne se seraient peut-être

⁸ « L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale ; d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013, p. 10).



pas saisies si elles n'avaient pas été impliquées dans le projet. À titre d'exemple, l'enjeu politique de la culture de graines et le principe d'en favoriser les échanges entre citoyens ont ainsi été mis sur la table et discutés avec les participants.

La démarche communautaire permet ainsi d'inclure les personnes dans des processus de politisation, là où elles en sont habituellement tenues à l'écart. « Quelque chose comme du 'politique' émerge comme tel chaque fois que des collectifs se forment, s'interrogent ou s'engagent autour d'enjeux où il y va d'un bien commun/ public à atteindre ou d'un mal commun/ public à écarter » (Cefaï, 2011, p.546).

Toutefois, l'approche communautaire ne doit pas être érigée en idéal. Elle ne peut être considérée comme pertinente partout, tout le temps. « L'idée selon laquelle la participation de groupes de la population touchés par des problèmes auxquels une collectivité tente de faire face permettrait *de facto* de bonifier un projet relève [...] davantage de la pensée magique que de la pensée sociologique » (Godrie, 2016, p.35). En effet, la démarche communautaire demande de cultiver une attention aux dispositifs qui permettent la traduction effective des apports des participants dans un projet concret. Elle demande aussi la mobilisation de ressources et de moyens conséquents, tant pour les organismes et ses professionnels, que pour les bénéficiaires participants. Ces limites de l'approche communautaire au sein du secteur de l'aide alimentaire mériteraient d'être approfondis dans le futur et de faire l'objet d'autres recherches. L'intérêt est aussi de poursuivre la mise au jour des conditions inégales dans lesquelles se font les pratiques alimentaires, l'analyse de l'acte alimentaire dans toute sa complexité, la mise en perspective des réalités du secteur de l'aide

alimentaire et des conditions dans lesquelles ses acteurs opèrent. La diffusion de ces résultats, leurs mises en débat avec les acteurs de l'aide alimentaire, mais aussi ceux de l'alimentation durable, et l'interpellation politique est la mission de la concertation aide alimentaire qui poursuit son travail depuis plusieurs années.

Toutefois, si le processus de résilience du secteur de l'aide alimentaire peut se concrétiser au travers de nouvelles approches de travail et dans la transformation de ses missions, il se fera également au travers d'une reconnaissance des limites que présente ce secteur dans la lutte pour une plus grande sécurité alimentaire. Pour le dire autrement, la sécurité alimentaire ne peut pas seulement être l'affaire des organismes d'aide alimentaire.

Quant à la piste des rapprochements de l'aide alimentaire avec les initiatives en alimentation durable, Solenprim a rendu visible que le mouvement alimentaire durable est potentiellement en train de passer à côté de son ambition d'inclusion sociale.

La recherche Solenprim n'a pas résolu l'enjeu de la sécurité alimentaire en Région de Bruxelles-Capitale, mais elle a permis d'indiquer les voies qui paraissent lui offrir un horizon plus probable et vers lequel il s'agit désormais de poursuivre l'engagement de tous les acteurs, des bénéficiaires aux politiques. S'intéresser aux pratiques alimentaires de tous paraît être une étape incontournable pour penser l'accès de tous à une alimentation de qualité. Mais cela demande plus fondamentalement d'examiner les conditions dans lesquelles ces pratiques alimentaires se réalisent. C'est alors sur ces conditions qu'il faut agir politiquement.



-
- Carrel M (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions.
 - Cefaï D (2011), « Vers une ethnographie du politique, Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », in Berger M, Cefaï D, Gayet-Viaud C (Dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, pp.545-598.
 - Ehrenberg A (2010), *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob.
 - Godrie B (2016), « Vivre n'est pas (toujours) savoir – Richesse et complexité du savoir expérientiel », *Le partenaire*, vol24, n°3, pp. 35-38.
 - Grignon C et Passeron J-C (1989), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil.
 - Lamoureux H, Lavoie J, Mayer R & Panet-Raymond J (2013), *La pratique de l'action communautaire*, Québec, Éditions Presse de l'université du Québec, 3è édition actualisée.